



Communiqué de presse

Rapport sur la situation conjoncturelle et perspectives de politique économique 2005

Après avoir dû se contenter ces dernières années de résultats conjoncturels plutôt médiocres, l'économie suisse peut qualifier l'année 2004 de bonne. La reprise de l'économie mondiale a non seulement fait augmenter les chiffres d'affaires de la branche exportatrice suisse, elle a aussi stimulé le secteur intérieur. Les perspectives réelles de croissance devraient se situer pour l'année à venir entre 1,4 et 1,8%.

La situation économique actuelle

Après avoir démarré assez fort au début de l'année 2004, la conjoncture a quelque peu ralenti en automne. Au cours des dix premiers mois de l'année, les chiffres d'affaires réalisés à l'étranger par les branches exportatrices se sont nettement améliorés, certaines branches ayant même atteint des résultats records. Ce résultat est d'autant plus réjouissant que les ventes se sont réparties sur une large échelle géographique. La compétitivité de l'industrie suisse d'exportation peut être qualifiée de bonne. Le secteur des services a dans l'ensemble connu une évolution positive. Quant au tourisme, il a surmonté la baisse enregistrée sur trois ans. Les banques et les assurances ont obtenu au premier semestre des résultats bons à très bons ; l'évolution a été un peu moins bonne au deuxième semestre.

La consommation privée, principale composante de la demande, a été soutenue au premier semestre 2004, mais depuis l'automne, les chiffres d'affaires du commerce de détail et le climat de consommation traduisent un certain tassement lié à la stagnation du marché de l'emploi et à la baisse de pouvoir d'achat provoquée par la hausse des prix du pétrole.

Dans l'ensemble, l'année 2004 a été relativement satisfaisante sur les plans de l'économie et de la conjoncture. La croissance réelle est estimée à 1,8% et le renchérissement annuel moyen, qui va vraisemblablement s'établir à 0,9%, est relativement faible. En même temps, les conditions-cadre monétaires ont été relativement favorables.

Perspectives pour la Suisse

La reprise de l'économie mondiale qui se manifeste un peu partout devrait se poursuivre en 2005, mais avec légèrement moins d'élan. L'industrie suisse d'exportation devrait encore bénéficier de ce dynamisme pour l'année qui vient, même si les exportations sont un peu moins vigoureuses. La branche du tourisme envisage l'année qui vient positivement et les autres branches du secteur des services sont confiantes quant à la marche de leurs affaires. La

consommation privée devrait continuer de progresser au rythme actuel de 1,3%. En revanche, les incertitudes qui planent quant à l'évolution du marché de l'emploi et les perspectives de croissance plus modestes limitent les attentes des ménages concernant leurs revenus à moyen terme. La croissance économique réelle se situera en 2005 aux alentours de 1,4 à 1,8%.

Priorités de politique économique

Différents champs d'action politique seront fortement mis sous pression l'année prochaine sous l'angle de la politique conjoncturelle et de la croissance :

- En *politique monétaire*, vu la bonne tenue du franc qui tend plutôt à atténuer les risques conjoncturels et inflationnistes, il n'y aura pas de raison de continuer à relever la fourchette des taux d'intérêt ;
- L'abaissement des *déficits budgétaires* de la Confédération et des cantons par la maîtrise de la croissance des dépenses restera une tâche de première importance ;
- La réforme de l'*imposition des sociétés* ne peut plus être différée ; la dernière étude d'économiesuisse a clairement montré qu'à l'étranger aussi s'exerce une forte pression en matière de politique fiscale;
- L'abolition des barrières qui font obstacle à l'accès au *marché intérieur* s'impose aussi d'urgence ;
- Pour les milieux économiques, l'accès au marché de l'UE fait partie des plus importantes conditions-cadre externes ; c'est pourquoi les *accords bilatéraux et l'extension de la libre circulation des personnes* revêtent une importance fondamentale pour la Suisse ;
- Dans le secteur de l'*éducation*, la Suisse doit enfin poser les jalons de sa politique, surtout au degré tertiaire.

En raison de la concurrence internationale en matière de sites de production et d'emplois, la pression à l'adaptation des entreprises va demeurer très élevée à l'avenir. La politique économique de l'Etat doit être à la hauteur de ces défis.

Zurich, le 9 décembre 2004

Pour toute question :

Rudolf Walser, economiesuisse, 044 421 35 35